

SOUS-PREFECTURE D'APT

A R R E T E

N° 33 du 18 mars 2005

**Portant mise en demeure à l'encontre de la Société
des engrais MANON MICHUT à ROBION**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

- VU** le code de l'environnement dans sa partie législative, notamment le Livre V - Titre 1^{er}, et l'article L 514-1 ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU** les arrêtés préfectoraux du 27 février 1905, du 25 juillet 1957 et du 08 juillet 1972 ;
- VU** le rapport "diagnostic environnement" envoyé à la DRIRE le 16 novembre 2004 ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 21 février 2005 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SI2005-02-28-0050-PREF du 28 février 2005, portant délégation de signature à M. Michel GILBERT, Sous-Préfet d'APT ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement ne sont pas respectées par la société des engrais MANON MUCHUT ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2878 du 25 juillet 1957 ne sont pas respectées par la société des engrais MANON MICHUT ;

CONSIDÉRANT que l'inobservation par la société des engrais MANON MICHUT des points précisés ci-avant est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation dans l'objectif notamment de prévenir les risques de pollution lors d'un dysfonctionnement des installations ;

CONSIDÉRANT que les activités exercées sur le site industriel ont fortement évolué depuis l'origine et ne seraient donc plus soumises à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 34 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ne sont pas respectées par la société des engrais MANON MICHUT ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'Apt ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La Société des engrais MANON MICHUT sise Les Eyssariades - 84400 ROBION, est mise en demeure, **dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, de :

- déposer à la sous-préfecture d'Apt un dossier conforme aux dispositions de l'article 34 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.
- respecter strictement les conditions d'exploitation précisées dans l'arrêté préfectoral n° 2878 du 25 juillet 1957, et notamment :
 - d'installer des cuvettes de rétention sous les réservoirs susceptibles, en cas d'incident ou d'accident, d'entraîner un déversement de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel ;
 - de démanteler l'ancienne citerne enterrée afin d'éviter toute pollution accidentelle du sol et du sous-sol ;
 - d'évacuer la totalité de la ferraille présente sur le site industriel ;
 - de nettoyer le décanteur des eaux pluviales et vérifier le bon fonctionnement des canalisations d'eaux pluviales ;
 - de réorganiser les stockages en vrac et en sacs (vérifier le gerbage des sacs, l'étiquetage permettant d'identifier clairement les produits, l'état des cellules de stockage, la présence d'allée de circulation entre les aires de stockage, l'exposition aux intempéries des produits, etc... ;
 - de maintenir dans le plus grand état de propreté les espaces libres à l'intérieur des bâtiments et les balayer soigneusement après chaque manipulation ;
 - de prendre les dispositions permettant d'éviter les envols de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage ;
 - de rendre étanche l'aire de distribution du fuel pour les engins du chantier ;
 - d'interdire l'introduction du feu dans les bâtiments de stockage et d'afficher clairement cette interdiction.

ARTICLE 2 :

La Société des engrais MANON MICHUT doit fournir à l'inspection des installations classées les éléments justifiant du respect des dispositions du présent arrêté dans les délais prescrits.

ARTICLE 3 :

Faute pour la Société des engrais Manon Michut, de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 514.11 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans les conditions prévues à l'article L 514-6 du Code de l'Environnement. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

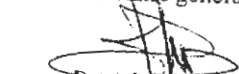
ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire de ROBION, l'Inspecteur des installations classées, la Directrice Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Équipement, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d'Incendie de Secours, le Capitaine commandant la Compagnie de gendarmerie d'APT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception.

APT, le 18 mars 2005

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,

Copie certifiée conforme
Le secrétaire général


Patrick MIRE




Michel GILBERT